Initiatives parlementaires

nous ne sommes pas nécessairement d'accord sur tous les résultats.

Il y a dans cette Chambre une place pour les initiatives parlementaires. Une place très importante. On devrait leur accorder une plus grande priorité que nous ne le faisons actuellement. Mais je crains que la question qui nous préoccupe ne soit trop complexe et que sa portée ne soit trop vaste pour pouvoir être réglée dans le cadre d'un projet de loi d'initiative parlementaire.

La définition proposée dans ce projet de loi est beaucoup trop globale par rapport à la définition actuelle. Elle entend par dépenses électorales tous les frais. Puis elle dresse la liste des exceptions alors que la définition actuelle dresse simplement la liste des frais que cela comprend. La définition contenue dans ce projet de loi est donc plus générale.

Avant d'aller plus loin dans notre examen, il y a lieu de remarquer que la définition des «dépenses d'élection» est capitale pour le régime établi dans la Loi sur les élections afin de contrôler les activités électorales.

Il est donc impossible d'accepter les propositions figurant dans ce projet de loi sans examiner la façon dont elles affectent d'autres dispositions de la loi et la conduite des campagnes électorales. Tout changement apporté à la définition de l'expression «dépenses d'élection» aura des conséquences énormes.

Une nouvelle définition de «dépenses d'élection» influera notamment sur les limites de dépenses. Comme nous le savons tous, la loi impose une limite aux dépenses électorales des candidats. Cette limite est fondée sur une formule qui tient compte du nombre d'électeurs figurant sur la liste préliminaire du district électoral du candidat.

Ici à la Chambre, nous le savons par expérience, mais par égard pour ceux qui liront mes propos ou qui regarderont ce débat, je précise que le montant de base est d'un dollar pour chacun des 10 000 premiers électeurs. Il tombe ensuite à 50 cents pour chacun des 10 000 suivants et à 25 cents pour chaque électeur au-delà de 25 000.

Si je ne me trompe, la limite est rajustée si le nombre des électeurs figurant sur la liste préliminaire est inférieur à la moyenne des électeurs de l'ensemble des districts électoraux ou si le nombre des électeurs par kilomètre carré est inférieur à dix. En outre, la limite de dépenses augmente chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation.

La définition de «dépenses d'élection» dans ce projet de loi est plus globale et plus vaste que celle prévue dans la loi actuelle. Il est presque certain que les candidats atteindront plus vite leur limite de dépenses, car les postes de dépenses sont plus nombreux. Autrement dit, du fait d'inclure beaucoup plus d'activités et de dépenses dans la définition, le total des dépenses doit augmenter.

À moins que les limites ne soient augmentées, cette définition pourrait créer des difficultés pour les partis et les candidats. Je dois dire que, pour ma part, je m'oppose fortement à l'augmentation des limites de dépenses. Il est temps que les députés de tous les partis commencent à montrer leur sens des responsabilités financières et à respecter l'argent des contribuables.

Il est temps de prêcher par l'exemple et ce n'est pas le moment d'augmenter les sommes que nous pouvons consacrer à une campagne électorale ou à d'autres choses. J'espère sincèrement que nous sommes tous conscients de l'importance des limites de dépenses et des contrôles financiers applicables aux campagnes électorales. Ces dispositions visent à garantir qu'un candidat ne jouit pas d'un avantage indu sur les autres parce qu'il dispose de plus de fonds qu'eux.

Dans les débats sur bien des sujets, on entend souvent dire à la Chambre qu'il faut mettre tout le monde sur le même pied. Les limites de dépenses visent justement à instaurer une certaine équité entre les candidats.

Je ne saurais trop insister sur l'importance de la notion de limites de dépenses et la notion connexe de dépenses d'élection dans notre système démocratique. Non seulement la définition de «dépense d'élection» influence-t-elle sur les limites de dépenses, mais elle a de grandes répercussions sur les autres dispositions de la loi.

On peut proposer de donner une nouvelle définition à un concept contenu dans une mesure législative, mais il ne faut pas perdre de vue toutes les répercussions que cette nouvelle définition peut avoir sur l'ensemble de la loi. Le projet de loi ne tient pas compte des répercussions. Il y manque une évaluation complète de tout ce que recouper les dépenses d'élection et c'est pourquoi je ne peux pas l'appuyer.

Je le répète, la commission royale d'enquête entend des témoignages et reçoit des mémoires sur la question depuis deux ans. J'ai cru comprendre que dans une trentaine des mémoires, il était fait mention des limites de dépenses lors des campagnes locales.